

# Récession ou stagnation?

La bataille des mots entre le directeur du Stateg et le ministre fraîchement nommé

PAR LÉONARD BOVY

«Récession.» On a beau y être habitué par la force des choses, ce mot fait toujours peur et sa simple évocation est synonyme de jours sombres. Il est sorti jeudi de la bouche du directeur du Stateg, Serge Allegrezza, qui a avoué que «malheureusement» le Luxembourg devrait entrer en récession en 2012. Plus pudique, le ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, Etienne Schneider, parle plutôt de «stagnation» du PIB. C'est dans ce contexte que le ministre a passé, jeudi lors des «Journées de l'économie», son premier grand oral public. Il a notamment détaillé les mesures à prendre à brève échéance afin de soutenir l'économie luxembourgeoise et relancer l'industrialisation du pays.

«On ne subit pas l'avenir, on le fait.» C'est avec cette sentence de Georges Bernanos que le ministre Etienne Schneider a clôturé son premier discours officiel, en présence du prince Guillaume. Le ministre fraîchement nommé a ainsi voulu afficher sa détermination à redresser l'économie luxembourgeoise - «Malgré le contexte défavorable, je ne perds pas espoir, il faut se retrousser les manches» pour sortir de l'ornière - après avoir admis qu'«on a rarement vu pire contexte pour reprendre le portefeuille de l'économie».

Par contre, Etienne Schneider n'est pas sur la même longueur d'ondes que le directeur du Stateg quant à l'état de délabrement de l'économie: alors qu'il évoque «une stagnation pour 2012», Serge Allegrezza dépasse ce stade en affirmant que «plusieurs pays européens sont entrés en récession et je crois malheureusement que le Luxembourg va suivre». L'idée d'une croissance faible cette année



Le prince Guillaume, présent lors des deux «Journées de l'économie», est en conversation avec Pierre Gramegna (extrême droite). Texte de son discours en main, le ministre de l'Economie (au centre) s'apprête à livrer sa première intervention publique; à gauche, Luc Frieden (PwC) et Serge Allegrezza (Stateg). (PHOTO: MICHEL BRUMAT)

semble désormais abandonnée, le recul du PIB durant au minimum deux trimestres étant désormais clairement à l'ordre du jour.

En réalité, qu'importe finalement l'ampleur de la crise économique, le tout est d'en sortir et le ministre a évoqué l'arsenal des moyens et mesures à déployer, quand ce n'est déjà fait. Il estime que la modulation de l'indexation des salaires adoptée par le Parlement va «offrir un bouclier de protection aux entreprises»; il y adjoint l'accord que «j'ai négocié avec le secteur pétrolier pour limiter leurs marges jusqu'en 2014». La combinaison des deux mesures permet de soulager la trésorerie des entreprises et de les mettre à l'abri d'un éventuel choc pétrolier tout en luttant contre l'inflation, fléau récurrent au Luxembourg.

Quant aux pressions sur les salaires qui rongent la compétitivité des entreprises, le ministre dit comprendre les deux points de vue

opposés, des salariés et du patronat. A ses yeux, la folie des prix immobiliers qui pèse sur le budget des ménages est responsable de cette pression sur les salaires. Il faut s'attaquer à la réforme du logement, estime le ministre qui en outre plaide pour que soit «renoué le dialogue social» au Luxembourg: il se refuse d'ailleurs à «dénigrer» le comité tripartite «comme cela a été fait» (par le ministre des Finances, Luc Frieden, samedi, ndlr).

## Unanimité

De manière plus concrète, Etienne Schneider s'est déclaré favorable à la création d'un haut comité pour l'industrie - ce pan de l'économie était au cœur des «Journées de l'économie» - destiné à dessiner et dynamiser son renouveau. Cette idée a été lancée mercredi par la Fedil et semble faire l'unanimité, le «managing partner» de PwC, Didier Mouget, déclarant lui aussi y souscrire.

Sur le volet des infrastructures à développer - l'aire de stockage des produits pétroliers à Bascharage et les efforts en faveur de la mobilité - et de l'espace à réserver à l'industrie d'ici 2030 (environ 490 hectares), Etienne Schneider a confirmé l'ensemble des dispositions révélées mercredi par le ministre des Infrastructures, Claude Wiseler, les deux ministres réaffirmant de la sorte le rôle primordial de l'Etat en matière de relance économique.

Mettre au point «une stratégie énergétique nationale», prévoyant par exemple le doublement des énergies renouvelables d'ici 2015, ou la promotion de l'efficacité énergétique, figure en haut de la liste des priorités d'Etienne Schneider, au même titre d'ailleurs que l'accent mis une nouvelle fois sur le développement de la logistique avec notamment la création de la zone franche au Findel qui ouvre des horizons.